

alités



retour de bâton Avec #MeToo, la parole néfaste des masculinistes s'est aussi libérée

MARINE BUISSON

Un pas en avant, deux pas en arrière. Après la déferlante #MeToo, où les voix de célébrités se sont entremêlées à celles d'anonymes dans une même dénonciation des violences sexuelles et sexistes, a-t-on assisté à un retour de bâton ? Si l'on se plonge dans le passé, le phénomène semble inéluctable. « Vous avez enfin conquis la liberté et l'égalité, mais pour votre plus grand malheur », écrivait en 1991 Susan Faludi. La journaliste américaine décrit alors de manière implacable ce fameux « retour de bâton » dans *Backlash*. « Il s'agit d'un phénomène récurrent : il revient à chaque fois que les femmes commencent à progresser vers l'égalité, une gelée apparemment inévitable des brèves floraisons du féminisme. » « Avec les hashtags #MeToo et #BalanceTonPorc, la prise de parole est devenue collective, et bien plus généralisée qu'avant. Je ne suis pas surprise d'un retour de bâton », nous confirme Gwénola Sueur, doctorante en sociologie et cofondatrice du Réseau international des mères en lutte.

Depuis 2017, les prises de parole publiques des femmes – que ce soit sur les réseaux sociaux ou dans les médias traditionnels – se sont accompagnées systématiquement de remises en cause du modèle patriarcal. Et, pour les hommes, de remise en question de la masculinité – certains experts allant jusqu'à la qualifier de « d'en crise ». Face à la déferlante féministe née dans le sillon de #MeToo, différents groupes de masculinistes ont émergé, certains en réponse à des événements d'actualité précis – le procès opposant les acteurs Amber Heard et Johnny Depp, par exemple. D'autres, plus globalement, en riposte à ce qu'ils estiment être une prise de pouvoir in-

juste des femmes et des féministes. Les méthodes varient : prise de paroles publiques par leurs figures de proue, bouillonnement sur les réseaux sociaux, harcèlement ciblé... Beaucoup de vociférations et de bruit pour rien ? Pas selon Europol où la frange la plus radicale de ces groupes masculinistes inquiète. « Le masculinisme est un contre-mouvement antiféministe », précise Gwénola Sueur.

Heard vs Depp, le catalyseur

Outre-Atlantique, l'exemple le plus récent et le plus frappant de ce retour de bâton masculiniste s'est incarné à travers le procès opposant les acteurs, autrefois époux, Johnny Depp et Amber Heard. Hautement médiatique, l'affrontement judiciaire a hypnotisé fans – et curieux – tous livrant leur avis avec enthousiasme. Et si l'affaire a drainé son lot d'analyses du dimanche, elle a également libéré une parole résolument antiféministe, ouvertement misogyne, voire haineuse, à l'encontre de l'actrice. Un cocktail dont les mouvements masculinistes sont friands. Et un retour de bâton sévère pour les années de travail de groupes et associations autour des violences conjugales. Gwénola Sueur confirme : « En observant de manière informelle certains groupes en ligne, on constate une mise en avant de l'affaire Johnny Depp/Amber Heard pour appuyer une hypothétique massivité des fausses accusations de violences conjugales ou de violences sexuelles incestueuses. »

Plus près de chez nous, c'est la députée écologiste française Sandrine Rousseau qui cristallise la haine des masculinistes ces dernières semaines. Habitée des sorties poil à gratter et sévèrement clivantes, la femme politique subit un retour de bâton quasi systématique à cha-

cune de ses déclarations. Qui confine au harcèlement et inquiète les milieux féministes, met en garde Gwénola Sueur : « Depuis quelques jours, émerge en France un #MeToo politique suite à des affaires où des hommes politiques auraient exercé des violences conjugales. Or, ce sont des femmes politiques comme Sandrine Rousseau qui font l'objet de harcèlement et d'insultes en ligne depuis plusieurs mois. Une des tactiques des antiféministes est de dénigrer les minorités politiques, à savoir les femmes. (...) Il y a à mon sens un réel danger qu'une personne s'en prenne à elle physiquement, et de manière générale aux féministes. »

Un climat favorable au terrorisme d'extrême droite

La menace qui plane sur les féministes est prise très au sérieux par les services de renseignements européens. Dans son rapport publié l'été dernier, Europol tisse des liens entre la mouvance masculiniste et le terrorisme d'extrême droite : « Les auteurs des attentats de Christchurch, de Halle et de Hanau ont tous verbalisé explicitement leur frustration sexuelle ainsi que des opinions misogynes », indique le rapport. Qui s'inquiète également des répercussions des manifestes, laissés en héritage par les auteurs de ces attentats, dans le milieu des « incels », ces jeunes hommes majoritairement blancs, séduits par les thèses d'extrême droite et qui se présentent comme « involontairement célibataires ». Depuis plusieurs années, de trop nombreux attentats visant explicitement des femmes – dont le triste exemple de cet homme de 22 ans qui, en mai 2014, a tué six personnes en visant une sororité de son université en Californie –, tendent à donner raison à Europol.

Marie, 29 ans, assistante manager dans la répression contre le crime financier



« C'est un mouvement qui me semblait prometteur à la base mais qui, finalement, m'apparaît comme superficiel. Le récent procès d'Amber Heard et de Johnny Depp le prouve : il n'y a pas eu les répercussions qu'il y aurait dû y avoir, les acteurs sont encore très protégés. Ce qui montre bien que ça ne change pas beaucoup dans la société. On parle quand même de faits de violence conjugale. Et les femmes sont encore publiquement discréditées dans leur parole, moquées. En surface, pour se donner bonne conscience, j'ai l'impression qu'on donne plus de visibilité aux femmes mais, en substance, il n'y a pas d'impact concret. On prend des mesures symboliques, je comprends donc pourquoi certaines personnes pensent que les choses bougent. Mais pour moi, le pouvoir reste bien dans les mains des hommes. #MeToo n'a rien changé à cela. »

NITHYA PAQUIRY

Jason, 25 ans, ancien vendeur-magasinier



Mon comportement n'a pas changé, car je pense avoir toujours su respecter les femmes, mais je constate du changement. Au niveau des gouvernements, par exemple, la parité est plus présente. Dans la société, par contre, je sens que c'est moins visible : les postes de pouvoir restent encore occupés par des hommes. En revanche, j'ai l'impression que, malgré tout, dans le milieu professionnel, les femmes sont mieux écoutées. Que la parole, de manière générale, s'est libérée. Par exemple, je travaillais dans un magasin et dès qu'il y avait un problème, qu'un client tournait autour d'une femme, d'une collègue, elle n'avait aucune difficulté à nous en informer. On prenait des mesures immédiates. Le souci, bien sûr, c'est que ce genre de situations existent encore. Mais ça change au moins au niveau des dénonciations, de l'écoute et de la prise en charge. Les femmes ont peur, se font toujours harcelées, mais maintenant, elles peuvent le dire. »

N.P.Y.

n est en train d'avoir lieu »

ment, je ne tire pas un bilan extrêmement joyeux... Dans mon podcast *La poudre*, j'ai reçu plusieurs femmes qui avaient eu le courage d'aller dans l'espace public pour désigner leur agresseur. Mais au global, je ne tire pas un bilan extrêmement positif : aucune ne m'a dit qu'elle était soulagée, qu'elle avait obtenu réparation, que sa prise de parole avait permis de faire avancer les choses. J'ai plutôt le sentiment que la plupart de celles qui sont allées dire #MeToo dans les médias ont subi de l'humiliation, du harcèlement. On a quasi systématiquement remis en question leur parole, elles ont vu leur vie altérée et leur agresseur n'a pas été jugé. C'est un signal important qui devrait nous alerter sur le fait que la société n'a pas changé.

Pas du tout ?

La société a changé un peu, on ne peut pas faire un bilan que négatif, c'est vrai. Il est possible qu'aujourd'hui, certains hommes soient dissuadés d'agresser, de harceler ou de violer de peur d'être affichés. Quand je parle avec les jeunes générations, la façon dont on fait l'amour aujourd'hui est modifiée, la notion de consentement a commencé à éclore.

Cela reste de maigres avancées par rapport à l'ampleur du mouvement. On aurait pu s'attendre à ce que le fait que de centaines de milliers de témoignages déferlent dans l'espace public, ça modifie profondément la société ! Et je crois que ce n'est pas le cas.

Est-ce que #MeToo a touché tous les milieux ?

Cela m'interpelle que le viol et l'agression sexuelle n'intéressent les médias que quand l'agresseur désigné est célèbre. Cela donne l'impression que des prédateurs rôderaient dans certains milieux, qu'on pourrait les éradiquer un à un. En réalité, c'est un mal complètement transversal qu'il faudrait réfléchir comme un système. #MeToo aurait dû nous faire comprendre que le viol est un outil de domination systémique qui se produit dans tous les milieux, dans toutes les classes sociales. Qu'on soit de gauche ou de droite, riche ou pauvre, dans les entreprises, dans les foyers, ça se produit absolument partout ! Et cela crée en plus une inégalité entre les victimes : celles qui ont eu la possibilité de s'exprimer dans l'espace public sont des comédiennes, des journalistes, des sportives, des femmes de lettres... Les

femmes sans accès aux médias ou aux maisons d'éditions n'ont pas encore l'espace pour parler de ce qu'elles ont subi.

La question mise en avant par #MeToo est d'obtenir justice. Si on s'en tient aux données actuelles, on serait tenté de répondre par la négative...

Il y a eu très peu de condamnations, cela reste très marginal. C'est simple : en cinq ans, il n'y a quasiment eu aucune condamnation, à quelques exceptions près, comme Georges Tron ou Tariq Ramadan. La plupart des hommes qui ont été désignés n'ont jamais été jugés. D'ailleurs, la plupart du temps, il y a un procès en diffamation contre les victimes ! C'est terrifiant ! Même si ces procès peuvent avoir un effet vertueux, comme dans l'affaire Baupin où les victimes ont pu s'exprimer devant un juge. Il y a évidemment un énorme problème du côté de la justice et de la réception des plaintes dans les commissariats. Néanmoins, je crois que #MeToo a eu un impact sur le traitement de l'inceste et des violences sexuelles contre les mineurs : on est passés d'une omerta absolue à une prise de conscience qui a frappé toute la société. Concrètement, l'allongement du délai de prescription

est passé en France de 20 à 30 ans, notamment grâce au travail de Flavie Flament, qui, avec d'autres, a permis de prendre conscience des effets de l'amnésie traumatique.

La période de « crises » est-elle annonciatrice d'un recul de droits des femmes ? Vous écrivez dans *Futur.es* : « Je refuse d'entendre parler de backlash (contre-coup retour de bâton, NDLR) pour désigner la période que nous vivons actuellement et où, effectivement, chaque atteinte portée aux droits des femmes ressemble à un coup de bâton sur notre dos. Je préfère dire que le backlash, c'est nous. »

On vit une période de poussée de l'extrême droite partout dans le monde, que je n'hésite pas à qualifier de « fascisme », où les droits des femmes, des personnes LGBTQI+, des minorités raciales sont menacés directement. Quand je dis « le backlash, c'est nous », c'est parce que #MeToo est né en réponse à ce regain d'intérêt pour les thèses d'extrême droite, pour une certaine forme de conservatisme religieux. Les féministes sont venues riposter à tout ça. Dans une perspective historique, Trump a accédé au pouvoir début

2016, les féministes se sont organisées, il y a eu la Women's March qui s'est constituée. Et de cette alliance est née #MeToo. Ces dernières années, le féminisme a été très marqué par l'intersectionnalité parce qu'il n'y a pas que les femmes qui sont menacées aujourd'hui dans leur liberté. Il est impossible de penser le féminisme sans penser en même temps la lutte contre le racisme.

Vous concluez votre livre en disant qu'il faut lancer une révolution pour faire changer les choses. Comment l'activez-vous au quotidien ?

Ces deux dernières années, on a vu que les manifestations avaient un pouvoir très relatif, sans réponses concrètes des pouvoirs publics. Par contre, on a vu beaucoup de militants et militantes épuisés. Aujourd'hui, j'ai tendance à croire en la force de la non-violence, la désobéissance civile. Ceci dit, je crois quand même qu'une révolution est en train d'avoir lieu, une révolution douce qui passe par les médias, par la culture, par la littérature, des comptes Instagram qui portent ces idées. On est en train d'infuser nos idées dans la société, surtout dans les jeunes générations, et c'est ça qui va changer le monde.

18 juillet 2020

#MusicToo est créé pour libérer la parole dans l'industrie musicale. Les affaires accusant Roméo Elvis, Moha la Squale, Wim Butler (Arcade Fire) et de nombreux autres musiciens suivent.

16 janvier 2021

Dans *La Familia Grande*, Camille Kouchner accuse Olivier Duhamel de violences incestueuses sur son frère, lorsqu'il avait 14 ans. Quelques jours plus tard, #MeTooInceste envahit Twitter.

11 octobre 2021

Des dizaines de femmes affirment, via #BalanceTonBar, avoir été droguées et/ou agressées sexuellement dans les bars bruxellois. En quelques semaines, le mouvement s'étend.

26 novembre 2021

Florence Porcel accuse PPDA de viol. Au fil de l'enquête, les enquêteurs récoltent jusqu'à 90 témoignages, traitant aussi de harcèlement et d'agression sexuelle.

9 février 2022

Publication d'une carte blanche contre le sexisme ordinaire dans l'enseignement supérieur belge. Le collectif exige que les établissements en fassent une priorité.

11 avril 2022

Ouverture du procès Depp/Heard, qui provoque un déferlement de haine en ligne envers Amber Heard. Certaines militantes parlent de ce procès comme de « la mort de #MeToo ».

20 mai 2022

Sihame Haddioui (Ecolo) dépose plainte pour acte de sexisme et attentat à la pudeur contre Michel De Herde (Défi), qui nie les faits. L'échevine assume vouloir lancer un #MeToo politique belge.